

Minorités, religions, genre dans la construction de l'État

Femmes kurdes et projet national en Irak
Islam et identité au Pakistan

Danièle Joly

[IEA de Paris, 2011-2012]

Danièle Joly est professeure émérite au département de Sociologie à l'université de Warwick et chercheure associée à l'EHESS. Ses recherches ont donné lieu à de nombreuses publications sur les musulmans en Europe, les questions d'intégration, les réfugiés et la politique d'asile en Europe, et plus récemment sur les femmes de pays à majorité musulmane en Europe et les femmes au Kurdistan d'Irak. Son dernier ouvrage publié en 2017 s'intitule : *La participation civique et politique des femmes de culture musulmane en Europe* (Presses de l'université Laval, Québec).



Joly 2018 © C. Delery

RÉFLEXIONS SUR LES FEMMES KURDES D'IRAK ET LE PROJET NATIONAL

Article co-écrit avec le sociologue Adel Bakawan, chercheur associé à l'EHESS et directeur Général du Kurdistan Centre for Sociology (KCS), Soran University.

La France et la Grande-Bretagne se sont partagées le Moyen Orient à la fin de la première Guerre mondiale. Elles ont divisé le territoire kurde entre quatre États : l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Les populations kurdes y ont subi depuis lors des persécutions, des déportations, des massacres, le déni de leur existence en tant que peuple et des actes de génocide. La région kurde de l'Irak est la seule qui jusqu'à présent a bénéficié d'une autonomie reconnue par l'Etat central (constitution irakienne de 2005). Sa population se compose principalement de kurdes sunnites mais comprend également des minorités ethniques telles que des turcomans et des Arabes ainsi que des minorités religieuses de confessions Yezidie et de diverses confessions chrétiennes.

La société kurde irakienne a été l'objet d'une occupation prolongée, a subi le joug d'une dictature sanguinaire et a traversé les affres de plusieurs guerres mettant en jeu à la fois l'Irak et le Kurdistan : une guerre contre l'Iran, deux guerres du golfe, un génocide, une guerre civile parmi les Kurdes eux-mêmes. De 2004 à 2014, le Kurdistan a joui d'une paix retrouvée qui lui permettait d'entamer une reconstruction grâce à son statut de région autonome, le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK). Toutefois, **en 2014, le Kurdistan a dû s'engager dans une guerre contre Daech qui s'apprêtait à envahir le Kurdistan, ayant au préalable prononcé les Kurdes apostats, c'est-à-dire destinés à être exécutés.** Aujourd'hui, les tensions intestines et l'hostilité manifeste du gouvernement irakien menacent les progrès en cours dans la société kurde.

Face aux multiples tentatives visant à les mettre en échec ou les anéantir, la société et la culture kurde se distinguent par une longue histoire de

Au Kurdistan, les dispositions législatives contre les violences faites aux femmes sont les plus avancées du monde arabo-musulman.

résistance. Les femmes kurdes sont à la fois actrices et enjeu de cette histoire. Elles ont été partie prenante de la lutte pour défendre les droits des kurdes. Elles s'associent à un projet résolu national porté par la vaste majorité des kurdes irakiens, comme en témoigne le résultat du référendum du 25 septembre 2017, se prononçant à 92,7% en faveur de

l'indépendance. Cependant, les femmes proposent un récit national prenant en compte leurs revendications propres et se sont mobilisées pour contribuer à l'élaboration d'un projet de société qui intègre pleinement les droits de femmes.

En effet, bien qu'ils soient traversés par des tensions, nationalisme et féminisme ne sont pas nécessairement incompatibles. **Les femmes kurdes se sont investies dans une contestation du modèle patriarcal porteur de traditions et de normes qui leur assignent des rôles sociaux contraignants et selon lesquels elles sont le dépositaire de l'honneur familial et communautaire.** Un modèle que l'islam traditionnel ne fait que renforcer. La société kurde en pleine transformation post-2003 a présenté aux femmes des opportunités nouvelles dont elles se sont saisies pour accroître leur capacité d'action et leur participation politique, civique et sociale. Elles se sont appuyées sur le discours des partis politiques qui vantent modernisme et égalité entre les femmes et les hommes, mais elles doivent aussi combattre les influences traditionnelles auxquels les partis sont sensibles dans leurs visées électorales. Tous les partis intègrent la participation des femmes dans un projet national : les partis politiques laïcs qui dominent la scène et les partis islamiques qui recueillent 17% des votes. Ces derniers incorporent les femmes tout en proposant des normes conformes à leur interprétation de la charia, dont certaines femmes se réclament, mais que la majorité d'entre elles perçoit comme une entrave à l'égalité de genre.

Les femmes kurdes poursuivent leur action jusqu'au sein du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) dans un parlement qui leur réserve 30% des sièges. La mise en place par le GRK d'institutions et de libertés démocratiques ont facilité l'expansion de l'activisme féminin. Notamment, des médias indépendants ainsi que des ONG et des associations ont ouvert de nouvelles

avenues de participation aux femmes, des sphères d'action qu'elles tendent à privilégier. Les femmes kurdes proposent un projet sociétal qui démarque la société kurde de son homologue arabe irakien et célèbrent l'autonomie du Kurdistan en promouvant les droits des femmes ainsi que des normes différentes pour les relations de genre.

Par exemple, la loi de 2011 contre la violence contre les femmes est emblématique de ces luttes et de cette autodéfinition kurde. Cette loi a été le fruit de larges mobilisations dont les femmes ont été la cheville ouvrière et sanctionne un spectre très vaste de violences faites aux femmes, tels que les mariages forcés, les divorces forcés/répudiations, les entraves à l'emploi par le chef de famille, le droit du chef de famille d'infliger un châtement corporel, l'excision, les crimes d'honneur, le viol et même le viol conjugal. Ces dispositions législatives se caractérisent par leur radicalité, les plus avancées dans le monde arabo-musulman sur le thème de la violence contre les femmes. La loi sur le statut personnel, quant à elle, a considérablement restreint les possibilités de polygamie - sans l'interdire toutefois - et a octroyé aux femmes des droits en ce qui concerne la garde des enfants et le témoignage en justice.

La région autonome se différencie clairement de l'Irak par ces dispositions législatives alors que la loi irakienne continue d'accorder des circonstances atténuantes aux coupables de crimes d'honneur (des peines très réduites), octroie au chef de famille le droit d'infliger des châtements corporels et remet entre les mains des communautés religieuses la régulation du statut personnel. Les femmes kurdes continuent de se mobiliser pour dénoncer le défaut d'application des avancées juridiques. Elles participent aux protestations plus générales contre la corruption du gouvernement et des partis. Il ne faut en effet pas perdre de vue un contexte régional qui nuit à l'expansion des droits des femmes. **La société kurde fait partie intégrante d'un Moyen Orient patriarcal où la tradition de la supériorité de l'homme constitue le principe générateur et régulateur des relations de pouvoir et des modes d'action. Cette situation est aggravée par les guerres qui font rage dans la région.** La guerre contre Daech et ses retombées en Irak et au Kurdistan, doublées d'une crise politique et économique, a ainsi enrayé les progrès à venir sur les droits des femmes dans le projet national.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Danièle Joly et Adel Bakawan, ainsi que leurs références et des contenus complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Farzana Shaikh

[IEA de Paris, 2013-2014]

ISLAM AND IDENTITY IN 21ST CENTURY PAKISTAN

Although Pakistan emerged in August 1947 as the first self-consciously created Muslim state (and along with Israel as one of only two cases of religious nationalism in modern times), nothing has so divided the country as the role of Islam in the definition of its national identity. While Islam is clearly recognised in the Constitution of Pakistan as the religion of the state, its role in national life is still deeply contested and likely to remain so into the 21st century.

The explanation is rooted in Pakistan's history. Much of that history is fraught with uncertainty, especially over the question of (a) whether Pakistan was intended to secure a Muslim homeland free from the domination of a Hindu majority in independent India or (b) whether it expressed a desire for a state informed by Islamic law, where Parliament and the people would be subject to Divine injunctions mediated by a clerical elite. The habit among Pakistan's self-professed secular parties to instrumentalise the language of Islam as a means of promoting their agendas has deepened the confusion and further muddied the waters between these competing visions. With no visible consensus over the terms of 'Islam' – whether as faith, culture or ideology – the resolution of Pakistan's identity and its putative relation to Islam, remains elusive.

Farzana Shaikh

Farzana Shaikh est spécialiste du Pakistan et de l'Islam en Asie du Sud. *Associate Fellow* au *Royal Institute of International Affairs* de Londres, elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Columbia (New York) et a été chercheuse au Clare Hall de l'université de Cambridge. Elle a enseigné en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Inde et a récemment été invitée à l'*Institute for Advanced Study* de Princeton. Elle est l'auteure de *Making Sense of Pakistan* (Oxford University Press, 2012). Elle travaille actuellement sur un livre qui explore le langage du soufisme et la politique de l'identité au Pakistan.



Minorities within the majority

At first glance Pakistan with its remarkably homogeneous population of Muslims, who make up almost 97 per cent of its people, would appear to be well insulated against discord over Islam's relation to the state. Yet the sectarian divide between the country's predominantly Sunni Muslim population and its Shia minority, which has grown more acute with time, suggests otherwise. The trend was set in the 1980s when Shias, who represent an estimated 25 per cent of Pakistan's total population (and are second in number only to their counterparts in Iran), grew fearful of a state they suspected was engaged in a process of 'Sunnification' masquerading as Islamization. Since then mounting attacks against Shias by Sunni militant groups dedicated to the idea of Pakistan as a Sunni state in which Shias would be designated as a non-Muslim minority, have compounded fears that it is only a matter of time before Shias are relegated to the status of second-class citizens in Pakistan. These concerns are not without some foundation. In 1974 a constitutional amendment, which remains in force, stripped members of Pakistan's Ahmadi minority of their status as Muslims, reducing at a stroke their rights as full citizens. The measure has left Ahmadis vulnerable to repeated attacks by other Muslims and increasingly the targets of discriminatory legislation by the state.

A family tearing itself apart

But the struggle over Islam and its place in the definition of Pakistan's national identity extends well beyond the sectarian schism between Sunnis and Shias. No less profound are doctrinal differences within the Sunni majority, where competing conceptions of Islam and their relation to the state have led to deep splits between followers of the Barelvi sect and their Sunni counterparts among adherents of the Deobandi movement. The former, who predominate among Sunnis in Pakistan, enjoy a strong presence across vast swathes of the country, especially in rural areas, where they are closely tied to local Sufi shrines. Yet their influence in shaping the contours of the Pakistani state has been relatively modest in comparison to their rivals among Sunni Deobandis. With the onset of the 21st century, however,

Barelvi groups have adopted a more muscular style of politics aimed at forcing the state to impose increasingly rigid definitions of 'the Muslim' with the object of sharpening Pakistan's Islamic profile. While the political stock of the Barelvis is yet to be consolidated, the standing of the Deobandis is well established. Their influence rose exponentially in the 1980s when Deobandi organizations were singled out for state patronage in recognition of their role in extending Pakistan's policy of jihad in Afghanistan and their willingness to serve as armed proxies of the state against Indian forces in Kashmir. This favoured position enabled Deobandi parties to emerge as formidable players on Pakistan's political landscape, where they have scored notable successes in promoting their brand of conservative Islam as the defining ideology of the state.

Who takes control?

However, the political sway of Barelvis and Deobandis has been steadily challenged by other Sunni groups. They include followers of the Salafi sect - known locally as the Ahl-i-Hadis - who, while representing a tiny minority among Sunnis in Pakistan, also seek to bring the state in line with their strict and literal reading of Islam. In doing so they have staged violent attacks against local Sufi shrines whose practices they denounce as un-Islamic. But

the influence of Ahl-i-Hadis groups cannot be understood without reference to Pakistan's exceptionally close ties to Salafi-dominated Saudi Arabia. At least as important is the proximity of Pakistan's leading Ahl-i-Hadis organization, Lashkar-i-Tayyaba, to the country's military establishment where it promotes Pakistan's Islamic identity in opposition to a 'Hindu India'.

These discursive fractures have significantly widened the differences over Islam's putative relation to Pakistan's national identity. Although the cataclysmic events of 9/11 led Pakistan to briefly temper appeals to a monolithic interpretation of Islam as the basis of the country's identity, this short-lived experiment did little to address fundamental contradictions embedded in the issue. Indeed, the 21st century has spawned new lines of division over Pakistan's identity informed by the complex narratives of global Islam. Foremost among these is the constructed opposition between so-called 'extremist' Islam, which Pakistan seeks to project as alien to its identity, and an internationally sanctioned discourse of 'moderate' Islam to which Pakistan hopes to tie its national mast. Whether these latest attempts to re-define Pakistan's identity as the exemplar of 'moderate' Islam can heal the country's fractures over Islam or ease the present violent struggle between competing ideas of Pakistan, are yet to be established. Until then the chronic uncertainties arising from Pakistan's vexed relation to Islam will continue to exact their heavy toll on the country and its people.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Farzana Shaikh ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d'études avancées en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale

Olivier Bouin
Philippe Rousselot



Contactez-nous!

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélie Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

CONFÉRENCE

Récemment nommée experte culturelle pour la restitution du patrimoine africain auprès de l'Élysée, **Bénédicte Savoy** est professeure d'histoire de l'art à la Technische Universität de Berlin et titulaire de la chaire internationale « Histoire culturelle des patrimoines artistiques en Europe, xviii^e-xx^e siècles » au Collège de France. L'**IEA de Nantes** et le Lieu Unique organisent le 10 avril prochain une conférence pour interroger avec elle la question de la provenance des œuvres d'art dans nos musées, celle de leur utilité, de leur possible ou impossible restitution, mais aussi notre capacité à supporter cet héritage en tant que société.

Le mardi 10 avril à 18 h
Lieu Unique
Quai Ferninand-Favre
Nantes
Entrée libre



CONTRIBUTION

L'article de **M'hamed Oualdi**, historien spécialiste de l'Afrique du Nord moderne à l'université de Princeton et **ancien résident de l'IEA de Paris en 2017-2018**,

« Migrants : ces Européens qui se ruiaient vers les côtes nord-africaines » a été publié le 15 mars dernier par notre partenaire média *The Conversation*. A ce jour, il a été consulté, en français et en américain, par plus de 50 000 personnes et sera diffusé bientôt en Asie. Grâce à une mise en perspective historique sur près de deux siècles, il retrace l'inversion complète des flux migratoires de part et d'autre de la Méditerranée.

<https://theconversation.com/profiles/mhamed-oualdi-451909>

PUBLICATION

Lors d'une occupation militaire, entre dialogue et rapport de force, occupants et occupés s'adaptent à une coexistence imposée par le sort des armes. **Emmanuel Debruyne**, professeur d'histoire à l'université catholique de Louvain (Belgique) et **ancien résident de l'IEA de Paris en 2014-2015**, vient de publier *En territoire ennemi. Expériences d'occupation, transferts, héritages (1914-1949)* avec James Connolly, Élise Julien et Matthias Meirlaen. L'ouvrage propose de redécouvrir les occupations en France, en Belgique, en Pologne, en Afrique centrale ou en Allemagne.

En territoire ennemi. Expériences d'occupation, transferts, héritages (1914-1949), Emmanuel Debruyne, James Connolly, Élise Julien et Matthias Meirlaen, Presses Universitaires du Septentrion, 2018, 234 p.